

Pourquoi la gauche française doit soutenir l'énergie nucléaire

Par **DAVID SPECTOR**
Professeur associé à l'École d'économie de Paris

Les Allemands sont des gens sérieux. C'est ce que nous enseignent les publicités pour les voitures, les films de guerre, et leur grammaire compliquée. Et la droite allemande, c'est encore plus sérieux. Donc si la droite allemande a décidé de sortir du nucléaire, il faut sortir du nucléaire. Cet argument paraît-il faible ? C'est pourtant le plus convaincant de tous ceux qui sont avancés pour réclamer la sortie du nucléaire. Examinons les autres. Premier argument, la sécurité. La catastrophe de Fukushima révélerait l'inévitabilité d'un accident nucléaire grave en Europe dans les décennies à venir. En réalité, la conclusion inverse s'impose. La centrale de Fukushima avait été conçue pour résister à un tremblement de terre mais pas à un tsunami. Comme prévu, elle a résisté au tremblement de terre et pas au tsunami. Une fois un risque identifié, on sait donc le traiter. En Europe occidentale, les risques naturels sont moins aigus qu'au Japon, les autorités de sûreté sont plus indépendantes et aucun accident grave n'est à déplorer après quatre décennies de déploiement massif du nucléaire. Surtout, la sécurité ne cesse de s'améliorer et les réacteurs construits actuellement n'ont rien à voir avec ceux de Fukushima, vieux de quarante ans. D'où un paradoxe : les adversaires du nucléaire préconisent de continuer pour une quinzaine d'années l'exploitation des centrales actuelles mais s'opposent à leur remplacement ultérieur par des centrales de troisième génération, beaucoup plus sûres. Difficile d'y comprendre quelque chose. Deuxième argument : le nucléaire entraverait le développement des énergies renouvelables et donc la sauvegarde de la planète. Rien n'est plus faux. Actuellement, les énergies renouvelables ne peuvent pas se

substituer au nucléaire à cause de leur coût mais surtout du caractère intermittent de leur production, défaut rédhibitoire puisqu'on ne peut pas stocker l'électricité. Ces limites seront sans doute surmontées un jour et il faut encourager les efforts en ce sens. Mais pour le moment, ce qui se substitue au nucléaire, c'est la combustion de ressources fossiles (gaz, charbon, pétrole), émettrice de CO₂. Or d'après les spécialistes du climat (et les écologistes !), il est urgent de lutter dès maintenant contre les émissions de gaz à effet de serre. C'est pourquoi il faut développer à la fois le nucléaire et les énergies renouvelables. Pour que

Le nucléaire a créé des milliers d'emplois d'ouvriers qualifiés et bien payés. Préfère-t-on le gaz de Poutine ou le charbon dont l'extraction tue chaque année de nombreux mineurs par accident ou maladie ?

l'argument des antinucléaires soit pertinent, il faudrait supposer une percée technique beaucoup plus rapide qu'il n'est communément attendu dans le domaine des énergies renouvelables. Mais on bute alors sur un second paradoxe : pourquoi une telle confiance dans le progrès technique quand il s'agit d'énergies renouvelables et en même temps une telle défiance quand il s'agit de sécurité nucléaire ? En outre, les grands pays émergents comme la Chine et l'Inde refusent les contraintes susceptibles de freiner leur décollage économique. Le développement de l'électricité nucléaire est la principale contribution qu'ils acceptent d'apporter à l'effort commun de réduction des émissions. Sortir du nucléaire, c'est sortir

la moitié de l'humanité de la lutte contre le réchauffement.

Troisième argument, le risque d'un décrochage industriel de la France dans le secteur des énergies renouvelables. Mais l'opposition entre nucléaire et renouvelable est infondée, comme le montre la présence d'Areva dans ces deux domaines. Par ailleurs, les marchés en cause sont mondiaux. De même que des entreprises chinoises vendent des panneaux photovoltaïques aux pays développés, la part que prendront les entreprises françaises dans l'essor du renouvelable ne dépend pas du mixte énergétique choisi en France.

Et celui-ci peut de toute façon faire une large place à la fois aux énergies renouvelables et au nucléaire.

Pour des raisons électorales, le Parti socialiste est en train de céder à contrecœur à la démagogie antinucléaire. Ce changement de cap est d'autant plus triste que l'énergie nucléaire est profondément de gauche. Elle a créé des milliers d'emplois d'ouvriers qualifiés et bien payés. Préfère-t-on le gaz de Poutine ou le charbon dont l'extraction tue chaque année de nombreux mineurs par accident ou maladie ? Surtout, l'industrie nucléaire française est le meilleur exemple d'une politique industrielle réussie - il n'y en a pas tant. Elle illustre ce que peut accomplir un Etat stratégique doté d'une vision à long terme dont est dépourvu le marché livré à lui-même.

En toute logique, le soutien au nucléaire, énergie écologique et de gauche, devrait être le ciment d'une alliance entre verts et socialistes.

Auteur de : «Electricité : faut-il désespérer du marché ?» Editions rue d'Ulm.

Vietnam : onze mois de prison pour un blogueur

Par **MICHEL TRÂN DUC CHEF**
de projet informatique, ami de Pham Minh Hoàng et membre du parti prodémocratie Viêt Tân

Voici l'été. Pour l'immense majorité des gens, c'est : «Vacances, j'oublie tout». Pour ma part, impossible d'oublier un ami en prison à dix mille kilomètres de Paris. Il s'agit du blogueur franco-vietnamien Pham Minh Hoàng, qui a déjà passé plus de onze mois en détention provisoire au Vietnam pour avoir critiqué sur Internet l'action du gouvernement communiste. D'abord fixé au 14 juin 2011, son procès a été finalement reporté sine die à la dernière minute. Arrivé en France au début des années 70, Pham Minh Hoàng est revenu au pays depuis une dizaine d'années pour enseigner les mathématiques. Il voulait mettre sa compétence au service de l'éducation des jeunes Vietnamiens. Témoin des maux de la société locale : injustices sociales, corruption endémique, abus de pouvoir perpétrés par les autorités, il a mis par écrit ses opinions et publié ses textes sur son blog sous le pseudonyme Phan Kien Quoc. Dans ses textes, il se révoltait contre les injustices sociales flagrantes. Il se moquait de la désinformation du gouvernement vietnamien à propos de la

question de la souveraineté nationale. Il s'alarmait de la destruction de l'environnement sur les hauts plateaux du centre à cause du projet d'exploitation minière de la bauxite. Dans son dernier texte, il appelait le régime communiste à appliquer réellement la politique de réconciliation nationale, à s'ouvrir à la démocratie et au multipartisme, non pas seulement dans les mots mais surtout dans les faits, au nom de l'intérêt supérieur de la nation. Hélas, exprimer librement ses opinions est un crime au Vietnam, pour peu que

Des dizaines de militants prodémocratie sont en prison sur la base des lois liberticides. Otages du régime vietnamien afin de dissuader toute contestation sociale et politique.

ses opinions n'aillent pas dans le sens voulu par les autorités. En effet, malgré tout ce que peuvent dire les médias d'Etat, critiquer l'action gouvernementale est un crime selon l'article 88 du code pénal. Au Vietnam, appartenir à un parti politique autre que le Parti

communiste est un crime selon l'article 79 du code pénal. Pham Minh Hoàng est membre de Viêt Tân, un parti d'opposition dont le but est de construire la démocratie par la lutte non violente. Pour cela, Pham Minh Hoàng est accusé de complot contre le gouvernement et risque la peine de mort.

Pourtant, en vertu de la déclaration universelle des droits de l'homme et la convention internationale sur les droits civils et politiques, nul ne doit être emprisonné pour l'expression pacifique de ses opinions. Mais les lois vietnamiennes sont en contradiction avec ces textes et avec la propre constitution du pays. Pourquoi en disent ses représentants, il n'est pas un Etat de droit. Les faits

sont là. Comme Pham Minh Hoàng, des dizaines de militants prodémocratie sont actuellement en prison sur la base des lois liberticides. Ils sont des «otages» que le régime vietnamien détient afin de dissuader toute contestation sociale et politique.

Depuis son arrestation le 13 août 2010, la famille, qui réside en France, du blogueur et ses amis ont multiplié les actions pour demander sa libération : pétition, manifestation devant l'Assemblée nationale, veillée de prière à Notre-Dame de Paris. De son côté, le Quai d'Orsay a fait valoir son droit de protection consulaire. Nos diplomates se démentent pour obtenir sa libération. Mais le régime vietnamien est entêté et refuse toute libération au prétexte que Pham Minh Hoàng fait partie de Viêt Tân.

Le mois dernier, pourtant, l'écrivaine dissidente Trần Khai Thanh Thuy, également membre de Viêt Tân, a été libérée par Hanoi et expulsée vers les Etats-Unis. Le Département d'Etat américain aurait-il plus de moyens de pression que le Quai d'Orsay ?

 SUR LIBÉRATION.FR

Retrouvez toutes nos chroniques sur :
<http://www.libération/chroniques>